



Relations

Pour qui veut une société juste

numéro 764
février 2011

L'Amérique latine: boussole pour les temps présents

Sur les traces
du virage à gauche
latino-américain

Des initiatives
économiques émancipatrices

La reconquête d'une destinée

La souveraineté dans la rue

L'étincelle écosocialiste



Pour une spiritualité de l'action solidaire

La Palestine: vers un État sans nation?

1,90 €



ARTISTE INVITÉE:
CLAUDIA BERNAL



Des initiatives économiques émancipatrices

Après de multiples crises et grâce à des projets

novateurs, l'Amérique latine semble aujourd'hui mieux placée que d'autres régions du monde pour affronter la difficile conjoncture actuelle.

DORVAL BRUNELLE

Dans un document publié le 30 août 2011, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) annonçait que, pour la deuxième année d'affilée, la valeur des exportations de biens croîtrait de 27% et celle des importations de 23%, ce qui laisserait un surplus commercial de l'ordre de 80 milliards de dollars US pour l'ensemble des pays de la région. Ces données viendraient confirmer l'hypothèse selon laquelle nous assisterions à un véritable « mouvement tectonique » à l'échelle globale, en ce qui concerne l'axe de la croissance économique qui se déplacerait du côté des échanges Sud-Sud, pendant que les pays du Nord s'enfonceraient dans la stagnation, voire la récession. Cela dit, ni les pays d'Amérique latine, ni les puissances émergentes d'Asie, comme la Chine et l'Inde, ne sont immunisés contre les effets délétères du ralentissement économique en Occident et au Japon. Il n'en reste pas moins que, sinon l'Amérique latine dans son ensemble, à tout le moins l'Amérique du Sud, est sans doute une des régions les mieux placées pour affronter la difficile conjoncture actuelle. Et elle le fait, du reste, en ayant recours à des initiatives émancipatrices passablement originales.

Les raisons de cette résilience et de cette originalité sont nombreuses. Faute de pouvoir les approfondir toutes, nous voudrions soumettre à la réflexion l'idée qu'elles pourraient être imputables à des innovations économiques qui agissent comme des facilitateurs de croissance et de répartition de la richesse, ou comme des amortisseurs devant des menaces de ralentissement. Ces innovations résultent pour beaucoup de l'accession au pouvoir de gouvernements de gauche ou sociaux-démocrates qui ont su prendre leurs distances vis-à-vis des puissances du Nord, et plus particulièrement vis-à-vis des États-Unis et du Canada. Cela les a conduits à adopter une kyrielle de mesures visant très

explicitement à réduire leur dépendance à l'endroit du Consensus de Washington.

LE MERCOSUR Parmi les initiatives économiques, la plus ancienne a été la création d'un marché commun inspiré du modèle européen d'intégration, le MERCOSUR¹. Celui-ci, fort de 250 millions d'habitants et d'un PNB de 2458 milliards de dollars US (ou 75% du PNB de l'Amérique du Sud), a cherché à établir un mécanisme d'intégration alternatif à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et, plus tard, à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), qui n'a jamais vu le jour. Le MERCOSUR couvre non seulement les domaines économique et commercial, mais aussi la politique avec un Parlement du MERCOSUR – qui tarde toutefois à assumer ses pleines responsabilités législatives –, le domaine social, avec la convocation de forums sociaux parallèles, et le domaine culturel avec, par exemple, la promotion de trois langues officielles (l'espagnol, le portugais et le guarani) dans les cursus scolaires à l'échelle régionale. Cependant, jusqu'à récemment, on reprochait au MERCOSUR d'être beaucoup plus dépendant de la conjoncture économique de ses membres que ne l'était l'Union européenne (UE) à sa fondation, un reproche qui pourrait se transformer en avantage si la crise actuelle devait s'aggraver et conduire à un éclatement de la zone euro.

LA BANCOSUR Quelques années plus tard, en février 2007, les présidents du Venezuela et de l'Argentine, Hugo Chávez et Néstor Kirchner, signent un mémorandum d'accord portant sur la création d'une Banque du Sud (BANCOSUR) qui offre une alternative aux institutions financières internationales, basée sur la coopération et le respect de la souveraineté. La banque verra officiellement le jour le 26 juin 2007 avec quatre adhésions supplémentaires, celles de la Bolivie, du Brésil, de l'Équateur et du Paraguay. L'accord prévoit que les banques centrales de chaque pays y

L'auteur est directeur de l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM) à l'UQAM

LE CONSENSUS DE WASHINGTON

Cette expression renvoie à quatre institutions logées à Washington, à savoir le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, ainsi que le Congrès des États-Unis et la Maison-Blanche qui s'entendraient toutes quatre sur la forme et le contenu de programmes qui devraient être appliqués et sanctionnés par leurs partenaires pour répondre aux exigences de la libéralisation des échanges en prévision de l'ouverture de négociations de libre-échange. Parmi les dix réformes autour desquelles le consensus a été forgé, on retrouve les quatre suivantes, à savoir la libéralisation du commerce extérieur, la privatisation des monopoles d'État, la déréglementation des marchés, ainsi que la protection de la propriété privée et surtout de la propriété intellectuelle. **D.B.**

1. Les membres permanents sont l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela.

transfèrent la somme de sept milliards – augmentée à 20 milliards de dollars US, en 2009 – afin de permettre aux États de se porter une assistance mutuelle en cas de besoin. L'objectif est à la fois simple et ambitieux : il s'agit de soustraire les pays membres aux programmes d'ajustements structurels imposés par le FMI, des mesures qui causent les ravages que l'on sait en Grèce et ailleurs en Europe à l'heure actuelle.



Claudia Bernal,
Ephmera, 2009,
tissu, fibres, ailes
de papillon

L'UNASUR Toujours à l'échelle continentale, le projet de Communauté sud-américaine des nations (CSN), adopté à Cuzco au Pérou en 2004, rebaptisé Union des nations sud-américaines (UNASUR) en mai 2008, vise la création d'une communauté sud-américaine à l'horizon de 2019, à travers la construction d'infrastructures (routières, portuaires, aéroportuaires, etc.) pour faciliter les échanges intracontinentaux. L'UNASUR a également donné lieu à la création d'un Conseil de défense sud-américain (CDS).

L'ALBA

À ces trois initiatives, il convient d'en ajouter une quatrième, l'ALBA – ou Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique. C'est là un cadre d'intégration entre les pays d'Amérique latine et des Caraïbes fondé sur la prospérité, la solidarité, le troc et l'entraide mutuelle, en lieu et place de la loi du marché et des contraintes mercantiles sous l'empire desquels opèrent en général les accords commerciaux. L'alliance fait partie de l'ambitieux projet de « socialisme du XXI^e siècle » promu par le président vénézuélien Hugo Chávez. Ainsi, c'est dans le cadre de l'ALBA qu'ont été négociés les échanges « pétrole contre médecins » entre le Venezuela et Cuba. Plus tard, l'adhésion du Nicaragua à cette alliance lui a permis de bénéficier d'une remise de 31 millions de dollars US de la part du Venezuela.

À terme, les échanges entre les partenaires devraient être réglés avec une nouvelle monnaie appelée SUCRE, et non plus en dollars américains. Un premier paiement a été effectué avec cette monnaie par Cuba, en février 2010, pour du riz acheté au Venezuela, et la première transaction avec cette monnaie est survenue entre le Venezuela et l'Équateur, en juillet 2010.

PETROAMÉRICA

Enfin, à ces quatre innovations institutionnelles, on peut en ajouter une cinquième à caractère plus stratégique, également promue par Chávez. Il s'agit de la proposition de créer une multinationale sud-américaine de l'énergie appelée PetroAmérica qui, effet de taille oblige, pourrait concurrencer les autres multinationales du secteur à l'échelle mondiale. Cette proposition avait été accueillie favorablement, en 2003, par la ministre des Mines et de l'Énergie du Brésil, Dilma Rousseff, aujourd'hui présidente du pays. On peut donc s'attendre à ce que le projet soit relancé dans les années à venir, malgré les réticences du Brésil à réduire son contrôle sur l'entreprise fédérale Petrobras.

Les projets énumérés jusqu'ici concernent au premier chef l'Amérique du Sud, parfois les Caraïbes. Cette situation tranche nettement sur celle qui a prévalu après la Deuxième Guerre mondiale, alors que la CEPALC défendait un projet d'intégration qui aurait impliqué tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Il y a deux explications possibles à ce repli. La première est d'ordre politique : les pays qui ne font pas partie de ces initiatives sont dirigés par des gouvernements moins progressistes. La seconde est d'ordre institutionnel et stratégique : elle consiste à prendre acte de l'effet négatif des accords de libre-échange négociés avec les États-Unis ou le Canada sur l'autonomie pro-

Ni le Mexique, ni les pays d'Amérique centrale (à part le Nicaragua) qui ont négocié des accords commerciaux avec des pays du Nord, ne semblent en mesure de s'impliquer dans ces nouvelles initiatives économiques.

grammatique, stratégique et politique des gouvernements signataires. À cet égard, ni le Mexique, ni les pays d'Amérique centrale (à part le Nicaragua) qui ont négocié des accords commerciaux avec des pays du Nord, ne semblent en mesure de s'impliquer dans ces nouvelles initiatives économiques. L'exception qui

n'infirme pas la règle, puisqu'elle relève du domaine politique, est la création de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), le 23 février 2010. Rassemblant cette fois tous les pays des Amériques, sauf les États-Unis et le Canada, cette initiative se pose au départ comme une alternative à l'Organisation des États américains (OEA), qui suivrait de trop près les mots d'ordre de Washington. Mais là encore, il reste à voir si ceux parmi ces pays qui sont davantage orientés politiquement et économiquement vers le Nord seront en mesure d'assumer pleinement cette posture et de prendre leurs distances vis-à-vis de l'OEA et du Consensus de Washington. ●

Audits de la dette : un exemple à suivre

MARIA LUCIA FATTORELLI

Crise de la dette, dictature des marchés, mainmise des institutions financières internationales : ce qui se déploie actuellement en Europe, l'Amérique latine ne l'a connu que trop bien. L'une des voies de sortie qu'elle a montrée et qui inspire plusieurs pays est l'audit public et citoyen des dettes publiques.

De quoi s'agit-il ? Dans tous les secteurs économiques – gouvernements, compagnies privées, ONG –, l'audit est un outil de base pour expliquer la situation financière de n'importe quelle entité. Toutefois, le mécanisme d'audit de la dette publique est souvent d'une opacité inacceptable compte tenu de l'importance de celle-ci et de son influence sur l'économie. L'objectif d'un audit public et citoyen des dettes publiques est donc la transparence pour forcer un vrai débat démocratique. Le but est d'accéder aux documents qui prouvent la nature et l'origine des dettes, démontrent la légalité et la légitimité de chaque opération et nomment les responsables ainsi que ceux qui ont vraiment reçu les fonds. Ensuite, à partir de cette analyse, il devient possible – avec de la volonté politique – de décider du traitement approprié pour chacune de ces dettes et de voir s'il y a lieu *ou non* de les rembourser.

Au Brésil, en 2000, 62 % du budget était consacré au paiement de la dette (comparativement à 48 % aujourd'hui), alors que les sommes allouées à la santé ou à l'éducation étaient et restent encore trop minimes. Dans ce contexte, 96 % des six millions de votants ont dit non au paiement de la dette sans audit, dans le cadre d'un référendum organisé par la société civile dans 3444 villes. Notre campagne pour un audit citoyen de la dette en découle et a débuté en 2001. Depuis, nous avons participé à la Commission d'enquête sur la dette au Parlement brésilien, en 2009. Nos analyses ont prouvé que pendant les années 1970, sous la dictature, une dette extérieure privée déjà énorme a augmenté lorsque les taux d'intérêt ont été haussés unilatéralement par les crédateurs. Lors de la crise financière de 1982, provoquée par les grands crédateurs privés internationaux, ce montant a en quelque sorte été transféré, prenant alors la

forme d'obligations de la Banque centrale. Le problème de la dette publique était ainsi créé et la crise du budget national a ouvert la voie à l'intervention du Fonds monétaire international (FMI) dans nos affaires internes. La triste suite est connue : deux décennies de sacrifices sociaux énormes – on les appelle les « décennies perdues » – pour garantir des bénéfices au secteur financier.

Nous avons aussi participé à la Commission pour un audit de la dette créée par le président équatorien Raphael Correa, en 2007, réunissant des représentants de la société civile à l'échelle nationale et internationale qui avaient une expérience de ce type d'enquête. Celle-ci a conduit à l'annulation de 70 % de la dette publique de l'Équateur composée d'obligations vendues sur les marchés financiers, sans que la catastrophe annoncée par les grands médias ne se produise. Lorsque Correa a annoncé que son pays n'honorait que 30 % de ces obligations, 95 % des détenteurs ont accepté immédiatement et les 5 % restant n'ont rien fait. Pourquoi ? Parce que le caractère illégitime, voire illégal de ce 70 % des dettes avait été bien démontré par l'audit.

Éric Toussaint, le président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM) de Belgique, explique : « Du coup, les détenteurs de ces titres de la dette [en Équateur], qui étaient des banquiers nord-américains, se sont mis à les vendre sur le marché à 20 % de leur valeur. Finalement, le gouvernement équatorien est arrivé à racheter 91 % des titres pour un coût total de 900 millions de dollars. Ce qui fait une économie, si on calcule le stock de capital racheté à bas prix et les intérêts qui ne sont pas payés jusqu'en 2030, d'où un bénéfice de plus de 7000 millions de dollars. Et ce qui a permis au gouvernement, très concrètement, de faire passer dans le budget de l'État le service de la dette qui était de 32 % à 15 %, et de faire passer les dépenses sociales qui représentaient 12 % à 25 % du budget.¹ »

Les expériences d'audits de la dette en Équateur et au Brésil ont prouvé qu'au cours des quarante dernières années, les seuls bénéficiaires des dettes commerciales extérieures étaient les grandes banques internationales. Cet endettement n'a pas financé les activités des États. Sous la forme d'obligations, il s'agissait d'un mécanisme pour transférer des ressources publiques dans le secteur financier privé. Il est clair que ce même processus a cours actuellement en Europe où les budgets nationaux absorbent la crise économique causée par les banques. Il est urgent qu'à l'instar de ce que nous faisons au Brésil, des commissions civiles et des mobilisations pour des audits publics et citoyens des dettes publiques se mettent en place. ●

L'auteure est coordinatrice de l'organisation brésilienne Auditoria Cidadã da Dívida (Audit citoyen de la dette)

1. Mamadou Sarr, « C'est parfaitement possible pour un pays de refuser de payer sa dette », entretien avec Éric Toussaint, *Walfadjri*, Dakar, 10 février 2011.